LÉGISLATIVES 2012

Comme prévu, le FFS ira aux élections

La question est tranchée. Le FFS participera aux législatives du 10 mai prochain. La décision a été prise hier dans la matinée, lors de la réunion du conseil national extraordinaire tenue au siège du parti à Alger. L'annonce a été faite par le premier secrétaire national du parti, Ali Laskri, à des journalistes, venus nombreux s'enquérir de la décision du parti.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - L'annonce de la participation du FFS aux prochaines législatives n'était pas une surprise en soi. Le parti avait déjà pris une sérieuse option lors de sa convention, tenue en février dernier.

Le président du parti, Hocine Aït-Ahmed, dira à ce propos, dans une lettre adressée aux membres du conseil national du parti, que «cette participation est une nécessité tactique pour le FFS et s'inscrit en droite ligne dans notre stratégie de construction pacifique de l'alternative démocratique à ce régime despotique, destructeur et corrompu». Mieux encore, le président du premier parti de l'opposition a ajouté à l'adresse des militants : «Je sais, nombre d'entre vous craignent la puissante attractivité de la mangeoire du régime, ceux-là, je les comprends, je partage leurs soucis et je les rassure : nous pouvons, nous devons et nous allons nous donner les moyens du contrôle de notre participation. Cette participation a tiré les enseignements de nos lacunes de 1997 et nous allons tout mettre en œuvre pour les combler.»

Allusion faite au huit députés du FFS qui ont claqué la porte du parti pour exprimer leur opposition à la politique initiée par la direction nationale. Dans sa lettre, M. Aït Ahmed explique la décision de son parti de participer aux législatives du 10 mai prochain, après avoir boycotté les

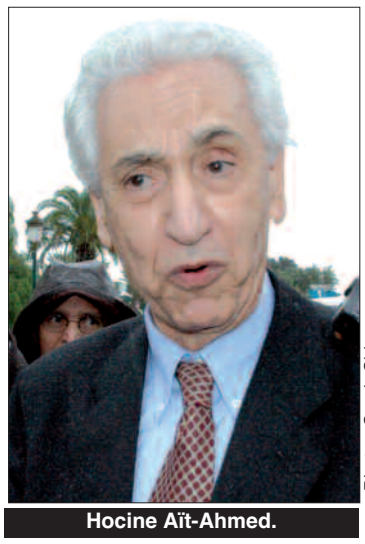

Photo : Samir Sid

Hocine Aït-Ahmed.

deux dernières législatives de 2002 et de 2007. A ce propos, il dira : «D'abord, parce que notre but ne réside pas dans un quota de sièges à atteindre. Notre but est dans la remobilisation politique et pacifique de notre parti et de notre peuple. C'est là l'essentiel de notre décision. Remettre du mouvement dans le statu quo.»

Autre fait marquant qui ressort du message du président du FFS, c'est lorsqu'il dira : «Mon opinion concernant cette élection est faite depuis un certain temps. J'ai pourtant tenu à prendre la température au sein du parti et à m'imprégner des délibérations des militants avant de me prononcer.» C'est dans cette optique qu'il dresse un état des lieux peu reluisant de la situation qui prévaut dans le pays. «Derrière la guerre au terrorisme et derrière l'alibi du néo-libéralisme économique, le pays a été renvoyé plusieurs siècles en arrière. Et je n'exagère rien», dira-t-il.

Dans sa lettre, le président du parti du FFS pousse plus loin son analyse sur la situation. Il évoque le printemps arabe et porte à la connaissance des membres du conseil national de son parti, la question «qu'on ne cesse de nous poser : Pourquoi l'Algérie ne fait pas comme les autres pays de la région ?» Il répond : «Notre réponse a toujours été très claire : il existe une voie algérienne vers la libération de la dictature comme il a existé une voie algérienne pour la libération du colonialisme. Et si la voie pacifique a échoué à libérer l'Algérie de la colonisation française pour laisser la place à la lutte armée, la voie de la violence a échoué à libérer l'Algérie de la dictature, du sous-développement et des menaces extérieures et doit laisser place à la lutte politique au sens le plus sérieux du terme. C'est d'abord la voie de la violence du régime qui a échoué. La violence de la prise du pouvoir par la force. La violence de la répression des libertés, la violence de la dépossession du peuple algérien de son droit à l'auto-organisation, la violence de l'exclusion politique et donc économique et culturelle.»

Et d'ajouter sur un ton d'évaluation de ces vingt dernières années. «L'autre voie violente qui a échoué et a activement participé à la régression du pays est celle de l'intégrisme. L'intégrisme islamiste et l'intégrisme anti-islamiste ont combattu le pluralisme irréductible de notre société. Ils ont — tous deux — contribué à aggraver les dégâts préalablement occasionnés par l'autoritarisme et l'intolérance du parti unique. Les deux ont également servi de base de manipulation des passions et des personnes par la police politique du régime. Et c'est une violence supplémentaire que de réduire l'importance de toutes ces violences cumulées dans l'état de délabrement actuel du pays. Demander aux Algériens d'aller voter pour sauver le pays des périls sans rien changer de sa démarche est une des inconséquences habituelles de ce pouvoir. Car, avant toute autre chose, c'est sa démarche qui est en cause.»

Enfin, il conclut sa contribution en indiquant : «On vient nous dire aujourd'hui que le pays est en danger, qu'il traverse un moment "sensible" et autres discours qu'aucune vision politique ne porte et que n'incarne aucun programme sérieux de sortie de crise. On ne nous apprend rien.» Et d'ajouter sur un ton certain : «Cela fait des décennies que nous vous disons que votre démarche conduit le pays à sa perte !»

A. B.

LE MINISTRE NORVÉGIEN DES AE APPRÉCIE LA SITUATION EN ALGÉRIE

«Un cas privilégié dans le monde arabe»

Les diplomates étrangers en visite dans notre pays rivalisent de déclarations qui ne manquent pas de renforcer les certitudes des autorités algériennes. Dernier en date à traîner son bâton de diplomate à Alger, le ministre norvégien des Affaires étrangères, Jonas Gahr Store, a estimé que la situation algérienne est la plus privilégiée du monde arabe.

Même si Churchill a dit qu'en diplomatie, il n'y a pas d'amis mais des intérêts, il n'en demeure que, dans bien des situations, les marques de sympathie valent leur pesant de réconfort.

Le ministre norvégien des Affaires étrangères, venu à Alger pour discuter du renforcement de la coopération bilatérale, notamment dans les domaines de la pêche et de l'énergie et des mines mais aussi de la sécurité, n'a pas regagné Oslo sans avoir, au préalable, apprécié positivement la situation politique qui prévaut en Algérie, notamment s'agissant des réformes politiques mises en branle depuis plusieurs mois. Lors de la conférence de presse conjointe avec le ministre algérien des Affaires étrangères, Mourad Medelci, M. Jonas Gahr Store a affirmé que «l'Algérie a une situation privilégiée dans le monde arabe, ce qui a fait qu'elle soit épargnée par les révolutions arabes», précisant que «la Norvège a étudié cas par cas les situations des pays arabes et a trouvé que l'Algérie est stable et n'est donc pas éligible à être englobée par le printemps arabe».

Ce disant, le diplomate norvégien a mis en avant le fait que l'Algérie ait vécu une période préoccupante, notamment dans la lutte contre le terrorisme.

Au plan de la coopération bilatérale, Alger et Oslo ont, au cours de cette visite de Janas Gahr Store, paraphé un mémorandum, base d'une coopération future renforcée, surtout dans le domaine énergétique.

D'ailleurs, le ministre norvégien des Affaires étrangères n'a pas caché que la coopération énergétique tient une pole position dans les relations algéro-norvégiennes.

Cela étant, précédant de quelques jours à Alger le ministre norvégien des Affaires étrangères, la secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton, a eu à affirmer que les Etats-Unis apprécient positivement les opinions et les réflexions algériennes sur les différents événements dans la région.

Avant elle, et de manière plus franche, le ministre espagnol des Affaires étrangères et de la Coopération, José Manual Garcia Margallo, a eu à soutenir que «l'Espagne salue les réformes engagées en Algérie qui aboutiront aux élections législatives du 10 mai et qui se poursuivront par une révision de la Constitution».

Sofiane Aït-Iflis

ABSENTÉISME ET INDEMNITÉS DES DÉPUTÉS

Hanoune qualifie d'«aberration» les propos d'Ould Kablia

Les propos du ministre de l'Intérieur au sujet des indemnités des députés et de l'absentéisme de ces derniers n'ont pas laissé Louisa Hanoune indifférente. Elles les qualifie de «bizarrerie» et d'«aberration».

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Au ministre de l'Intérieur, qui faisait part d'une intention de réviser le régime indemnitaire des députés et de mettre en place des mécanismes pour contrer l'absentéisme, la numéro un du PT a rétorqué, sarcastique, qu'il ne manquait plus que soit instauré un système de jetons de présence ou une pointeuse à l'entrée de l'hémicycle.

Une perspective qui fait sourire Hanoune et qui lui fait dire que le ministre de l'Intérieur, plutôt que d'envisager de traiter les députés comme des fonctionnaires, il pourrait s'inspirer du modèle du parti unique en réintroduisant le détachement pour les élus car, juge-t-elle, les indemnités qui leur sont octroyées sont anticonstitutionnelles. Elle va plus loin en considérant que le problème de fond réside dans la loi sur les partis qui a fait sauter tous les garde-fous en permettant l'intrusion des affaires dans la sphère politique. Seule la révocabilité des députés peut constituer une solution, affirmait vendredi la numéro un du Parti des travailleurs qui s'exprimait à l'ouverture des travaux du bureau politique. Une réunion dédiée, sans surprise, aux préparatifs des échéances électorales à venir. Le PT a pratiquement finalisé ses listes et sa secrétaire générale ne cache pas sa fierté de pouvoir non seulement présenter des listes avec à leur tête des syndicalistes ayant fait leurs preuves sur le terrain des luttes syndicales mais également des listes paritaires où les femmes ne constituent pas un simple alibi. Les membres du bureau politique avaient également au menu de leur réunion le programme à défendre lors de cette campagne et l'intensification de la campagne d'adhésion. A ce sujet, Louisa Hanoune dira que son parti ne connaît pas d'hémorragie mais juste des départs de «supposés» militants qui, visiblement mécontents de ne pas voir leurs noms figurer sur les listes des candidats potentiels, n'ont pas hésité à tourner le dos au parti. Ce qui fera dire à la SG du PT qu'il s'agissait, au contraire, d'une opération de «purification» qui ne peut qu'être bénéfique au parti. Il n'est cependant pas certain qu'il en soit ainsi pour les conditions de déroulement du scrutin pour lequel elle prédit «une lutte à mort entre la décomposition politique et la recomposition».

Pour que les garanties données pour la transparence de la consultation ne soient pas qu'un «simple décor», Hanoune interpelle une fois de plus le président de la République et appelle à ce que toute la lumière soit faite sur les tentatives de certains de continuer à réviser les listes électorales en dehors de la période exceptionnelle de la révision des listes, se demandant à qui profitaient ces pratiques héritées du temps du parti unique.

N. I.

BELKHADEM À PARTIR DE TIZI-OUZOU :

«Ni les islamistes ni les démocrates n'ont le droit de faire de la surenchère sur le dos du FLN»

Belkhadem, pour qui la campagne électorale a déjà commencé, n'a pas manqué de rassurer sur le caractère honnête et transparent des prochaines élections législatives.

Dans un meeting organisé dans la matinée d'hier à la maison de la culture Mouloud-Mammeri de Tizi-Ouzou et devant un parterre de jeunes rassemblés par le secrétariat de la mouhafadha du parti en charge de la jeunesse et de l'étudiant, le secrétaire général du FLN, Abdelaziz Belkhadem, a convoqué les valeurs du 1er Novembre et les acquis sociaux et économiques réalisés par l'Etat algérien pour se présenter comme la seule alternative crédible face à la multitude d'offres politiques et de partis qui se sont démultipliés à la faveur des récents amendements apportés aux textes organiques régissant le champ politique.

Un discours aux allures de défense et d'illustration des valeurs du FLN et de repositionnement dans un champ politique appelé à connaître de profonds bouleversements. Belkhadem se lancera, d'emblée, dans une série de réfutations et de mises au point adressées à tous ceux qui ont comme cible le FLN, allant jusqu'à défendre son propre bilan à la tête de ce parti.

«Vous êtes la preuve que le FLN n'est pas un parti de vieux», dira le numéro un du FLN à l'adresse des nombreux jeunes présents dans la salle et présentés comme la génération montante de militants du parti «qui ne connaît pas de conflit de générations», s'enorgueillira celui pour qui le FLN ne peut être, selon lui, attaqué pour non-respect des principes de l'Islam ni pour déficit de démocratie au sein de ses rangs. «Son acte de naissance est la preuve que le FLN est un parti démocratique», dira Belkhadem qui invoque les principes fondateurs de l'appel du 1er Novembre 1954 qu'il convoque et s'approprie pour les besoins de son argumentaire.

«Nous ne permettons ni aux démocrates ni aux islamistes de faire de la surenchère sur le dos du FLN», martèlera le patron de l'ex-parti unique qui, sur le ton de la provocation et de l'ironie, stigmatisera ceux qui restent «ad vitam æternam à la tête de leurs partis». Tout en rappelant, dans la foulée, que le respect du principe de l'alternance est une vertu au sein du FLN, Belkhadem ironisera sur certains transfuges issus des rangs de ce parti et qui viennent de lancer leurs propres organisations partisanes.

«Se suffire de slogans accrocheurs et s'attaquer au FLN ne suffit pas et ne peut constituer une alternative, il faut présenter un programme et des propositions de solutions, combattre contre la corruption et le népotisme», assénera Belkhadem qui s'adressera, encore une fois, aux jeunes pour les mettre en garde contre les discours qui propagent le désespoir et le pessimisme. «Tout n'est pas noir en Algérie qui possède les potentialités d'un pays émergent.»

Belkhadem, pour qui la campagne électorale a déjà commencé, n'a pas manqué de rassurer sur le caractère honnête et transparent des prochaines élections législatives. Puis, haussant le ton, il appellera à s'opposer à ceux qui utilisent les particularismes ethnique et régional pour saper l'unité du peuple et l'intégrité du territoire algérien.

S. Aït-Mébarek